

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2006 B 01859

Numéro SIREN : 482 435 898

Nom ou dénomination : BZB

Ce dépôt a été enregistré le 26/12/2019 sous le numéro de dépôt 25356

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LILLE-MÉTROPOLE

445 boulevard Gambetta

CS 60455

59338 Tourcoing Cedex

HAPPY CHIC

152 avenue Alfred Motte

59100 Roubaix

RECEPISSE DE DEPOT DES COMPTES ET BILANS ANNUELS

Dénomination : BZB

Numéro RCS : 482 435 898

Numéro Gestion : 2006B01859

Forme Juridique : Société par actions simplifiée

Adresse: 152 avenue Alfred Motte

59100 Roubaix

Dépôt des Comptes Annuels

Exercice clôturé le : 31/12/2018

Durée de l'exercice : 12 mois

Comptes annuels déposé le : 26/12/2019

Sous le numéro : 25356

Délivré à Lille-Métropole le 26 décembre 2019

Le Greffier,

BZB
Société par Actions Simplifiée au capital de 33 593 250 €
Siège social : 152, avenue Alfred Motte
59100 Roubaix
482 435 898 RCS LILLE METROPOLE

(ci-après la « Société »)

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 3 JUIN 2019

RESOLUTION PROPOSEE

L'Associé unique, approuvant la proposition du Président, décide d'affecter la perte de l'exercice, qui s'élève à -5 978 223,86 €, en totalité au compte report à nouveau dont le solde débiteur de 16 760 354,10 € au 31 décembre 2018 est ainsi porté à un solde débiteur de 22 738 577,96 €.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué au cours des trois derniers exercices.

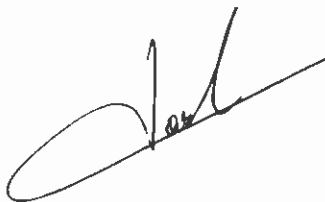
RESOLUTION VOTEE

L'Associé unique, approuvant la proposition du Président, décide d'affecter la perte de l'exercice, qui s'élève à -5 978 223,86 €, en totalité au compte report à nouveau dont le solde débiteur de 16 760 354,10 € au 31 décembre 2018 est ainsi porté à un solde débiteur de 22 738 577,96 €.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué au cours des trois derniers exercices.

« Pour extrait certifié conforme »

Le Président
Happychic S.A.
représentée par Jean-Christophe GARBINO



2019.5 25356 JH

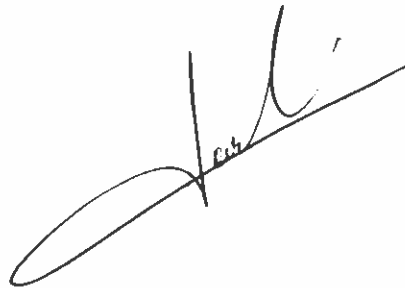
GREFFE

BZB

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2018)

**CERTIFIÉ
CONFORME**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'H' or 'J' shape with a long horizontal stroke extending to the right.

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

BMD Associés
314 Boulevard Clémenceau
59700 Marcq-en-Baroeul

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2018)

A l'Associé unique
BZB
152 avenue Alfred Motte
59100 Roubaix

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BZB relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

B/ZB

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31 décembre 2018) - Page 2

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé du changement d'estimation relatif à la dépréciation des immobilisations et de la présentation qui en a été faite tel que décrit dans la note « changement d'estimation comptable » de l'annexe.

Estimations comptables

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques et charges liés aux opérations de restructuration, tel que décrit en note « provisions pour risques et charges » et le risque de dépréciation des actifs, tel que décrit en notes « fonds commercial et immobilisations incorporelles » et « immobilisations corporelles » de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Marcq-en-Baroeul, le 15 mai 2019

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Philippe Aerts

BMD Associés



Benoît De Reu

BIZZBEE

152 AVENUE ALFRED MOTTE

59100 ROUBAIX

Comptes au 31/12/2018



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptable	8
Immobilisations	13
Amortissements	14
Provisions et dépréciations	15
Créances et dettes	16
Charges à payer	17
Charges et produits constatés d'avance	18
Produits à recevoir	19
Composition du capital social	20
Transfert de charges	21
Charges et produits exceptionnels	22
Engagements hors bilan	23
Effectif moyen	24
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	25
Variation des capitaux propres	26
Ventilation du chiffre d'affaires	27
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	28
Situation fiscale différée et latente	29
Liste des filiales et participation	30



Comptes annuels



Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2018	31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	783 223	507 702	275 521	313 651
Fonds commercial	11 867 000	366 000	11 501 000	12 132 676
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	3 490 272	2 639 317	850 955	1 264 912
Autres immobilisations corporelles	23 083 656	17 627 899	5 455 757	9 568 507
Immobilisations en cours	49 297		49 297	76 416
Avances et acomptes	40 736		40 736	4 798
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 443 296		1 443 296	1 443 296
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 065 226		2 065 226	2 170 909
ACTIF IMMOBILISE	42 822 706	21 140 918	21 681 788	26 975 165
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				3 354
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	9 402 245	464 153	8 938 092	8 501 189
Avances et acomptes versés sur commandes	44 257		44 257	48 015
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 473 574	116 673	1 356 900	1 312 768
Autres créances	1 827 603		1 827 603	1 974 128
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	2 853 552		2 853 552	13 552 214
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	3 085 177		3 085 177	2 278 983
ACTIF CIRCULANT	18 686 407	580 826	18 105 580	27 670 651
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	41 813		41 813	22 988
TOTAL GENERAL	61 550 926	21 721 744	39 829 182	54 668 804

**CERTIFIÉ
CONFORME**




Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Capital social ou individuel (dont versé : 33 593 250)	33 593 250	33 593 250
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-16 760 354	-11 365 071
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-5 978 224	-5 395 283
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	10 854 672	16 832 896
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	594 152	394 844
Provisions pour charges	2 736 490	730 959
PROVISIONS	3 330 642	1 125 803
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	101 696	11 683 392
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	14 498 283	8 867 393
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 927 878	11 202 991
Dettes fiscales et sociales	3 711 778	3 852 494
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	46 565	456 103
Autres dettes	291 774	364 318
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	65 862	83 985
DETTES	25 643 836	36 510 677
Ecarts de conversion passif	31	199 428
TOTAL GENERAL	39 829 182	54 668 804



Rubriques	France	Exportation	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises	64 460 834	250 060	64 710 894	64 330 145
Production vendue de biens	132 934	10 028	142 963	234 984
Production vendue de services	659 220	70 532	729 752	577 640
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	65 252 988	330 621	65 583 608	65 142 769
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 298 288	2 894 053
Autres produits			184 109	217 745
PRODUITS D'EXPLOITATION			67 066 005	68 254 568
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			25 640 201	26 008 571
Variation de stock (marchandises)			-259 949	-544 249
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			1 106 615	1 462 421
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			3 354	33 747
Autres achats et charges externes			23 501 786	23 993 130
Impôts, taxes et versements assimilés			1 197 421	1 168 741
Salaires et traitements			9 556 962	9 524 120
Charges sociales			2 956 383	2 977 707
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			3 729 986	3 877 143
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				770 000
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			644 846	727 319
Dotations aux provisions			820 686	499 741
Autres charges			160 636	1 194 475
CHARGES D'EXPLOITATION			69 058 929	71 692 864
RESULTAT D'EXPLOITATION			-1 992 924	-3 438 297
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré			1 022	
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			2 937	509
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				400 000
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			2 937	400 509
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			63 545	37 878
Différences négatives de change			-1	222 167
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			63 544	260 045
RESULTAT FINANCIER			-60 607	140 464
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-2 054 553	-3 297 832

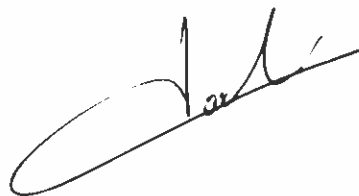


Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	225 000	360 000
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	1 404 673	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 629 673	360 000
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	34 499	1 193
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 083 314	2 025 701
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	3 640 367	435 624
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 758 180	2 462 518
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-4 128 507	-2 102 518
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-204 837	-5 067
TOTAL DES PRODUITS	68 698 615	69 015 077
TOTAL DES CHARGES	74 676 839	74 410 360
BENEFICE OU PERTE	-5 978 224	-5 395 283



Annexes

**CERTIFIÉ
CONFORME**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. L.', written over a horizontal line.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes ont été établis conformément au PCG et aux principes généralement admis.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

FONDS COMMERCIAL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont constituées de droits au bail et de fonds de commerce. La valeur brute des fonds de commerce et des droits au bail est constituée du coût d'acquisition hors frais accessoires.

Lors de l'inventaire, pour chacun des fonds de commerce et des droits au bail est estimée la valeur actuelle.

La valeur actuelle des actifs est déterminée par référence au plus élevé de la valeur vénale et de la valeur d'utilité. Lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable du fonds de commerce ou du droit au bail, il est alors constitué une dépréciation du montant de la différence.

Immobilisations Incorporelles

Amortissements pratiqués

Logiciel

3 ans

Les fonds de commerce sont présumés ne pas avoir de durée d'utilisation limitée. Des tests de dépréciation sont pratiqués à la clôture annuelle et aboutissent, le cas échéant, à une dépréciation de ces fonds

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.



Les dotations aux amortissements sont calculées suivant la durée de vie prévue.
Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations Corporelles	Amortissements pratiqués
-----	-----
Constructions	20 ans
Installations techniques, mat.outillage	4 à 10 ans
Install. générales agencés, aménagés	5 ans
Matériel et outillage industriel	4 à 6 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 5 ans
Mobilier	5 ans

Le mode d'amortissement appliqué aux immobilisations est en général le mode linéaire à l'exception des climatisations et du matériel informatique qui sont amortis en mode dégressif.

Une dépréciation des immobilisations corporelles est comptabilisée lorsqu'une perte de valeur est identifiée dans le cadre du calcul des impairment tests.

PARTICIPATIONS ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres sont évalués à leur valeur historique hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée.

La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de la situation de l'actif net et des perspectives d'évolution économique.

Les participations dans les GIE constituent un droit à utilisation d'un local commercial dans les galeries marchandes. A ce titre, la SAS BZB est toujours propriétaire des titres de GIE Chamnord pour 1 440 K€.

Les dépôts de garantie versés aux propriétaires figurent à l'actif en « Autres créances immobilisées ».

STOCKS

Les entrées en stocks sont valorisées au prix de revient moyen pondéré.

Les stocks sont le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur d'usage à la clôture de l'exercice.

CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée lorsqu'il existe un risque de non recouvrement.



PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont constituées lorsque les risques et charges sont nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine et que des événements survenus ou en cours les rendent probables.

Les provisions les plus significatives sont destinées à couvrir les risques futurs liés aux coûts de restructuration, aux points fidélité, aux casses futures, aux litiges divers.

ENGAGEMENT EN MATIERE DE PENSION ET OBLIGATION SIMILAIRE

La société doit faire face à certains engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite de salariés en activité, selon les modalités d'ancienneté fixées par la convention collective.

Ces engagements ont été valorisés en tenant compte d'un taux d'actualisation de 1.70 % et d'un taux de revalorisation de 2 % pour les Non Cadres et 2 % pour les Cadres. Ces IDR ont été comptabilisés dans les comptes sociaux pour une valeur de 307 K€.

Cette année, une prime de retraite a été comptabilisée pour 41 K€.

REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION

En vertu de l'article 132-8 du code du travail, la rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

CREDIT D'IMPOT POUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

La société SAS BZB a comptabilisé dans ses comptes au 31 décembre 2018 un CICE de 500 K€ euros correspondant à 6% de la masse salariale éligible de l'exercice 2018.

Le CICE a été enregistré en réduction des charges sociales, comme l'autorise la note de l'Autorité des normes comptables de février 2013. Le CICE a été affecté au financement de l'amélioration de la compétitivité à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de formation et de recrutement.

OPERATIONS EN DEVISE

Les charges et produits en devise sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les écarts de change résultant de la conversion des dettes et créances en devises au cours de la clôture sont comptabilisés en compte de résultat en gains et pertes de change. Les comptes bancaires sont valorisés au cours de clôture de la période.

Les achats en devises sont comptabilisés au cours de couverture. Cette méthode est rendue possible grâce au fait que la couverture du sous-jacent est quasi parfaite.



Les dettes et créances en devises sont réévaluées au cours de clôture (Taux Banque de France) en contrepartie d'écart de conversion.

RISQUE DE CHANGE

La société procède à des achats payables en Dollar. Elle se couvre contre le risque de change par différents moyens de couverture dont principalement des achats à terme.

Le changement de méthode comptable lié à la première application du Règlement ANC 2015-05 du 2 juillet 2015 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture n'a pas d'impact significatif sur les comptes de l'exercice 2018.

AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les autres provisions pour risques et charges s'élèvent au 31 décembre 2018 à 850 K€, et se composent somme suit:

- Provision fidélité	174 K€
- Provision pour dépréciation des fonds	345 K€
- Provision liée au contrat « taxe handicapé »	193 K€
- Provision Loi Gayssot	68 K€
- Provision médaille du travail	54 K€

OPERATIONS REPRESENTÉES PAR DES EFFETS DE COMMERCE

Le montant des dettes représentées par des effets de commerce est nul au 31 décembre 2018.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant aux comptes de résultat pour le contrôle légal des comptes s'élèvent au 31 décembre 2018 à 14 350€:

- BMD : 6 250 €
- PWC : 8 100 €

IDENTITE SOCIETE MERE ET INTEGRATION FISCALE

La SAS BZB fait partie du périmètre de consolidation de sa société mère la SA Happychic. Les comptes annuels sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société Happychic SA.

Elle fait également partie du périmètre d'intégration fiscale de sa société mère Happychic SA.



CHANGEMENT D'ESTIMATION COMPTABLE

- Le calcul de dépréciation des stocks a fait l'objet d'un changement d'estimation pour les comptes clos au 31 décembre 2018.
La dépréciation des stocks est dorénavant calculée en appliquant à chacune des saisons présentes en stock, y compris les stocks encore en cours d'acheminement un taux spécifique de dépréciation. Ce taux de dépréciation est basé sur une moyenne de marges négatives réalisées.
L'impact dans les comptes 2018 est un profit de 472 467€
- Le calcul de la dépréciation des immobilisations a fait l'objet d'un changement d'estimation comptable pour les comptes clos au 31 décembre 2018. La valeur comptable, utilisé pour le calcul de la dépréciation, intègre dorénavant les droits d'entrée et les immobilisations corporelles en plus des droits au bail et des fonds.
L'impact dans les comptes 2018 est une charge de 1 817 300€.

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

- Le 11 septembre 2018, un projet de restructuration a été annoncé au sein de l'entreprise qui prendra effet en 2019. Il comprend la mise en place d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi.
Dans ce cadre, une provision pour restructuration a été comptabilisée au 31 décembre 2018 à hauteur de 1 195 K€.
- Un contrôle fiscal intervenu en 2013 avait occasionné le paiement d'un montant d'IS additionnel de 446 K€ en 2014 par Happychic SA dans le cadre de l'intégration fiscale.
Suite à la contestation de ce redressement, le tribunal administratif a rendu un jugement partiellement en faveur de la société qui l'a accepté.
Un produit d'impôt a donc été constaté dans les comptes pour un montant de 168K€.
- La société Bizzbee a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2017 portant sur les exercices 2014 et 2015. A l'issue des échanges avec l'administration fiscale une provision pour impôt complémentaire a été comptabilisée au 31 décembre 2018 pour un montant de 578 K€.

EVENEMENTS POST CLOTURE

Un avis de contrôle Urssaf a été réceptionné le 20 décembre 2018 sur les exercices 2016-2017-2018. Le contrôle Urssaf a démarré le 29 janvier 2019.



Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	14 359 923		71 976
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	3 563 021		124 010
Installations générales, agenc., aménag.	18 297 967		502 204
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	5 608 223		240 196
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	76 416		14 519
Avances et acomptes	4 798		142 303
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27 550 424		1 023 232
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 443 296		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	2 170 909		68 270
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 614 205		68 270
TOTAL GENERAL	45 524 552		1 163 478

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		1 781 676	12 650 223	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.		196 760	3 490 272	
Installations générales, agencements divers		1 154 976	17 645 195	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		409 957	5 438 462	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	52 123	-10 486	49 297	
Avances et acomptes		106 365	40 736	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	52 123	1 857 572	26 663 961	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			1 443 296	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		173 953	2 065 226	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		173 953	3 508 522	
TOTAL GENERAL	52 123	3 813 201	42 822 706	



Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	397 596	110 106		507 702
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 298 109	495 419	154 211	2 639 317
Installations générales, agenc. et aménag. divers	10 564 384	2 309 806	977 319	11 896 871
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 773 298	814 655	328 525	4 259 428
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16 635 791	3 619 880	1 460 055	18 795 616
TOTAL GENERAL	17 033 387	3 729 986	1 460 055	19 303 318

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	amortissements fin exercice

FRAIS ETBL**AUT. INC.**

Terrains
 Construct.
 - sol propre
 - sol autrui
 - installations
 Install. Tech.
 Install. Gén.
 Mat. Transp.
 Mat bureau
 Embal récup.

CORPOREL.**Acquis. titre****TOTAL**

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				



Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	190 171	85 465	95 871	179 765
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	204 500	348 000	204 500	348 000
Provisions pour impôts	179 951	578 067		758 018
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	551 181	1 927 921	434 243	2 044 859
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 125 803	2 939 453	734 614	3 330 642
Dépréciations immobilisations incorporelles	1 516 000	50 000	1 200 000	366 000
Dépréciations immobilisations corporelles		1 471 600		1 471 600
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	641 107	464 153	641 107	464 153
Dépréciations comptes clients	57 549	94 361	35 236	116 673
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	2 214 656	2 080 114	1 876 343	2 418 426
TOTAL GENERAL	3 340 459	5 019 567	2 610 957	5 749 069

Dotations et reprises d'exploitation

1 379 200

1 206 284

Dotations et reprises financières

Dotations et reprises exceptionnelles

3 640 367

1 404 673

Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice



ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	2 065 226	71 035	1 994 191
Clients douteux ou litigieux	104 904	104 904	
Autres créances clients	1 368 670	1 368 670	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	14 144	14 144	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	608 848	608 848	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	1 508	1 508	
Groupe et associés	807 236	807 236	
Débiteurs divers	395 867	395 867	
Charges constatées d'avance	3 085 177	3 085 177	
TOTAL GENERAL	8 451 579	6 457 388	1 994 191

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	101 696	101 696		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	14 498 283	14 487 157		11 126
Fournisseurs et comptes rattachés	6 927 878	6 927 878		
Personnel et comptes rattachés	1 068 475	1 068 475		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 026 986	1 026 986		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 286 313	1 286 313		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	330 005	330 005		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	46 565	46 565		
Groupe et associés				
Autres dettes	291 774	291 774		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	65 862	65 862		
TOTAL GENERAL	25 643 836	25 632 711		11 126

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés



Compte	Libellé	31/12/2018
CHARGES A PAYER		
DETTES FOURNISSEURS CP TES RATTACH		
408100	FOURNISSEUR FNP	913 461,96
408120	FOURNISSEUR FNP INTRACOM	23 441,10
408130	FOURNISSEUR FNP EXPORT	1 387 926 01
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CP TES RATTACH		2 324 829,07
DETTES FISCALES ET SOCIALES		
428200	DETTES PROVISIONNEES POUR CP	681 602,73
428600	AUTRES CHARGES A PAYER	251 394,64
428610	PRIME INTERESSEMENT	101 579,60
438200	CHARGES SOCIALES CONGES PAYES	222 987,27
438610	TAXES APPRENTISSAGE	58 615,00
438620	AIDE AU LOGEMENT	42 528,00
438630	FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE	93 384,16
448200	CHARGES FISCALES SUR CONGES A PAYER	34 080,14
448600	ETAT CHARGE A PAYER	4 582,60
448610	TASCOM	174 820,00
448630	CVAE	40 898,00
448640	C3S	74 433,17
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		1 780 905,31
TOTAL CHARGES A PAYER		4 105 734,38



Compte	Libellé	31/12/2018
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		
486060	CCA FOURNITURES ANM	20 019,92
486061	CCA FOURNITURES CINTRES ANM	13 241,36
486062	CCA FOURN SAC ANM	64 221,15
486063	CCA FOURN CARTONS ANM	13 712,88
486064	CCA FOURN PLV ANM	40 495,04
486065	CCA FOURN CARTES FIDELIUTE ANM	5 720,50
486066	CCA FOURN RELOOKING ANM	5 092,38
486067	CCA FOURN MANNEQUIN	11 834,92
486131	CCA LOCATION	985 629,22
486132	CCA LOYER	1 472 559,19
486140	CCA CHARGE LOCATIVES	211 377,51
486141	CCA CHARGES LOCATIVES TF	31 564,78
486155	CCA MAINTENANCES TRAVAUX	133,34
486156	CCA MAINTENANCES INFO	10 593,22
486236	CCA PUB / ASS COM	41 217,98
486250	CCA AUTRES	157 763,19
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		3 085 176,58
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
487000	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-65 862,42
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-65 862,42



Compte	Libellé	31/12/2018
409800	RRR A OBTENIR	5 670,98
428700	SALAIRES - TROP PERCU	9 271,17
448700	ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	1 508,00
TOTAL		16 450,15
TOTAL		16 450,15
PRODUITS A RECEVOIR		
AUTRES CREANCES		
409800	RRR A OBTENIR	5 670,98
428700	SALAIRES - TROP PERCU	9 271,17
448700	ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	1 508,00
TOTAL AUTRES CREANCES		16 450,15
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		16 450,15



Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	3 359 325			10
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				



Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
TRANSFERT DE CHARGES SALARIALES	5 672	791100
TOTAL	5 672	



Nature des charges	Montant	Imputation au compte
PENAL. AMENDES FISCALES PENALES	218	671200
AUTRES CHARGES EXCEPT/OP DE GESTION	34 281	671800
VNC IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 781 676	675100
VNC IMMOBILISATIONS CORPORELLES	301 638	675200
PROVISION POUR RISQUE EXCEPTIONNELLE	2 118 767	687500
PROVISION POUR DEPRECIATION DES IMMO INCORPORELLES	50 000	687611
PROVISION POUR DEPRECIATION DES IMMO CORPORELLES	1 471 600	687612
TOTAL	5 758 180	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
PRODUITS CESSION IMMO. INCORPO.	160 251	775100
PRODUITS DE CESSIONS IMMO CORP	64 749	775200
REPRISE PROV RISQUE EXCEPTIONNELLE	204 673	787500
REPRISE PROVISION DEPRECIATION DES IMMO INCORPORELLES	1 200 000	787611
TOTAL	1 629 673	



Rubriques	Montant hors bilan
Autres engagements donnés	13 955 000
Cautions bancaires	858 000
Couvertures de change a terme	13 097 000
TOTAL	13 955 000



Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
EMPLOYES	286	
AGENTS DE MAITRISE	118	
CADRES	33	
TOTAL		437



**Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société**

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
Happychic - 152 avenue Alfred Motte - 59100 Roubaix	SA	278 795 208	100,00 %



Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		16 832 896
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		16 832 896

Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Résultat de l'exercice	5 978 224	
	SOLDE	5 978 224

Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		10 854 672



Exprimé en K €

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017	%
Ventes de marchandises	64 461	250	64 711	64 330	0,59 %
Production vendue de biens	133	10	143	235	-39,16 %
Production vendue de services	659	71	730	578	26,33 %
TOTAL	65 253	331	65 584	65 143	0,68 %



Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-2 054 553		-2 054 553
Résultat exceptionnel à court terme	-4 128 507		-4 128 507
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs	204 837		204 837
RESULTAT COMPTABLE	-5 978 223		-5 978 223



Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	249 253
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	3 474 298
TOTAL ALLEGEMENTS	3 723 551
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-3 723 551

IMPOT DU SUR :

Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :

Déficits reportables

Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat

FILIALES (plus de 50%)

PARTICIPATIONS (10 à 50%)

AUTRES PARTICIPATIONS

GEIE FASHION CUBE	50 000	6%	3 000	3 006 261
152 AVENUE ALFRED MOTTE	32 959		3 000	(17 041)
59100 ROUBAIX				

